

ANALYSE 2012

La Turquie face à la déstabilisation de la Syrie



Publié avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

La Turquie face à la déstabilisation de la Syrie

La frontière entre la Turquie et la Syrie s'étend sur plus de 800 km : une frontière aussi longue est difficilement défendable. La guerre qui s'enlise depuis des mois y fait croître de plus en plus des risques de heurts.

En Turquie même, des craintes de troubles augmentent également en lien avec le conflit syrien : d'une part le Gouvernement turc craint une réaction des Kurdes, et, d'autre part, les Alévis - très rarement évoqués - craignent pour leur propre situation.

La question kurde

Pour rappel, les populations kurdes sont installées au Proche Orient, dans une vaste zone s'étendant sur quatre pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Ce territoire constitue ce que les Kurdes de ces régions appellent le « Kurdistan »¹. Une volonté d'indépendance du Kurdistan existe depuis longtemps et encore actuellement chez un certain nombre de Kurdes. Cependant, cette indépendance n'est pas du tout à l'ordre du jour des quatre pays concernés : elle a été et est encore fortement combattue et réprimée. C'est cependant en Turquie que cette cause kurde est la plus tangible et problématique.

En Iran, les zones habitées par les Kurdes sont situées aux frontières de l'Irak, de la Turquie et de l'Azerbaïdjan. Les Kurdes forment la majorité de 7,5 millions d'habitants des provinces concernées. Les revendications kurdes sont réprimées par le régime des Mollahs qui n'hésite pas à condamner à mort étudiants ou journalistes.

En Irak, suite à la guerre civile qui a suivi la chute de Saddam Hussein et à la lente reconstruction du pays, les Kurdes ont assez vite obtenu une très large autonomie, considérée par bon nombre d'observateurs comme une quasi-indépendance. Celle-ci s'illustre par exemple par le fait que le Gouvernement turc traite directement ces dernières années avec le Président de l'entité fédérée kurde d'Irak, Massoud Barzani, et pas avec le Gouvernement de Bagdad !

En Syrie, les Kurdes représentent 9 % de la population totale du pays et sont regroupés au nord-est du pays. Beaucoup sont issus de Turquie qu'ils ont quittée suite aux politiques menées par Mustapha Kemal. Les Kurdes n'ont pas souvent le droit de pratiquer leur langue et la tension, comme en Turquie est palpable. La région habitée par les Kurdes est sous le contrôle de l'armée et a encore connu récemment des soulèvements en 2004 et 2005.

En Turquie, la population kurde représente, selon différentes sources, de 15 à 20 % de la population totale. Ce « flou » entourant ces chiffres résulte d'un manque de recensement clair et précis dans le pays, la question s'avérant délicate pour les autorités... L'Etat kémaliste s'est construit sur le déni de l'existence des minorités, notamment kurdes. Ankara n'a pas intérêt à montrer officiellement l'importance démographique que cette minorité représente alors qu'elle a été et est encore en butte à des discriminations sévères. La tension reste palpable après des années de lutte violente entre la République et le PKK, le parti indépendantiste kurde. Depuis quelques années cependant, les Kurdes se sont vus reconnaître le droit, dans certaines conditions, de parler leur propre langue.

On pourrait créer une analogie entre le sentiment turc (par rapport à sa région kurde) et la perte puis le retour de l'Alsace-Lorraine en France lorsqu'elle craignait pour son unité géographique, ethnique, et culturelle. Il existe en effet en Turquie, et ce depuis la Première guerre mondiale, une crainte historique profonde de voir le pays se décomposer. Le

¹Précisons ici que ce territoire et ce nom ne sont pas reconnus officiellement.

mouvement de reconstitution de la Turquie moderne d'Atatürk² visait justement à créer une unité du peuple turc, mais aussi une unité géographique, culturelle, etc.

Dans ce contexte, une majorité de Turcs craint profondément toute action ou même volonté pressentie comme tentative (même voilée) de scission du pays. Que ce soit par exemple les Arméniens il y a un siècle ou les Kurdes encore récemment.

Le facteur alévi

A coté des Kurdes, existe en Turquie une deuxième minorité qu'on ne mentionne pas souvent : les Alévis. L'alévisme est un courant de l'Islam tout comme le sunnisme ou le chiisme. Il s'agit de la seconde religion en Turquie. Selon des sources officielles, le nombre d'Alévis s'élèverait à 10 ou 15 % de la population turque mais eux-mêmes affirment regrouper 20 à 25 % des Turcs.

Considérés comme étant des hérétiques par les autres courants de l'Islam, les Alévis ont subi ces 100 dernières années une forte répression de la part des différents Gouvernements turcs qui se sont succédés. Beaucoup en Turquie estimaient en effet que les Alévis n'étaient pas de vrais musulmans. Ils ne méritaient pas d'être traités comme tels.

Alévis de Turquie et Alaouites de Syrie se considèrent comme des communautés sœurs. Ces derniers, dont fait partie le président syrien Bachar el-Assad, sont installés en Syrie dans la région qui borde la Méditerranée. Ils forment un groupe ethnique et religieux distinct du reste de la population et qui rassemble 10 à 12 % de la population. Même si Alévis de Turquie et Alaouites de Syrie ne sont pas apparentés ethniquement, ils s'inscrivent tous dans une tradition proche du chiisme qui les rassemble et crée entre eux une proximité.

Le Gouvernement, comme nous l'avons dit, s'est construit sur le déni des minorités. Les Alévis, au même titre que les Kurdes, peuvent dès lors constituer un danger. Dans un contexte où l'unité nationale peut sembler mise en péril aux yeux de certains à Ankara, les Alévis savent qu'ils doivent craindre un durcissement de la position du Gouvernement à leur égard. Ils voient dès lors avec grande méfiance et inquiétude les initiatives actuelles et très autoritaires du Gouvernement d'Ankara qui veille à l'unité du pays.

Si la Turquie estime plus grand le risque de perdre son unité territoriale, culturelle... elle risque de prendre des initiatives qui viseraient à taire les vellétés, qu'elles soient kurdes, alévies, ou autres. La situation risque fort probablement dans ce cas de devenir plus répressive... Ces dernières semaines, le Gouvernement turc a d'ailleurs fait arrêter nombre d'entre eux !...

Par ailleurs, la réalité turque est complexe, et les ethnies et les religions peuvent se croiser : par exemple, des Kurdes peuvent être chiites ou d'une autre confession musulmane ou laïques... ; de même, des Alévis peuvent être turcs (« turco-turcs ») comme kurdes (« turco-kurdes »), etc.

Notons que dans cette situation précise, les Alévis sont plutôt les alliés des Kurdes. Ce qui n'est pas toujours le cas. Les Alévis sont souvent vus comme partisans d'une politique kémaliste qui, en l'occurrence, risque de se retourner contre eux.

L'impact de la guerre civile syrienne

Une guerre civile d'une extrême violence s'est installée en Syrie depuis mars 2011. Le Gouvernement turc, craignant la propagation de ce conflit sur son propre territoire, a soutenu

² Mustafa Kemal (1881-1938), appelé Kemal Atatürk à partir de 1934, est le fondateur et le premier Président de la République turque.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Mustafa_Kemal_Atat%C3%BCrk

dans un premier temps le régime de Bachar el-Assad. Les nombreuses exactions dont il s'est rendu coupable ont écoeuré l'opinion publique turque. Mise sous pression, la Turquie a du changer son fusil d'épaule et a commencé à soutenir les opposants au régime de Damas. Depuis, les incidents se sont multipliés. Un avion de chasse turc a été abattu par les Syriens au dessus de la Méditerranée, des obus ont été échangés dans les zones frontalières, etc.

Parallèlement à cela, le Président syrien, Bachar el-Assad, a dégarni en partie sa frontière avec la Turquie pour concentrer ses troupes dans les zones disputées avec les rebelles et a laissé les Kurdes syriens être seuls positionnés à la frontière entre la Syrie et la Turquie dans les régions qui sont les leurs : une manière pour lui de se protéger de la Turquie. Cette décision met en effet la sécurité de la Turquie en danger. La nouvelle perméabilité de la frontière pourrait amener les Kurdes de Turquie à se procurer sans difficulté des armes qui circulent en Syrie sans aucun contrôle.

Le Gouvernement turc s'est donc retrouvé face à une situation jugée trop risquée pour lui. Pris en sandwich entre le Président el-Assad qui laisse à ses frontières les Kurdes seuls sur le terrain et le territoire autonome des Kurdes irakiens, il décide de bombarder à nouveau ses propres populations kurdes. C'était selon lui la seule manière d'empêcher un quelconque soulèvement des Kurdes de Turquie, ou un ralliement transfrontalier à la cause kurde...

D'un autre côté, la diplomatie turque s'active. Le Gouvernement d'Ankara aurait tenté de négocier la création d'une Confédération kurde qui inclurait les territoires sur lesquels vivent les Kurdes d'Iran, d'Irak, de Syrie et de Turquie. Cette tentative, très surprenante de la part du Gouvernement turc, se serait faite sous la tutelle d'Ankara ! Il s'agit probablement d'une manière de « lâcher du lest » par rapport aux Kurdes de Turquie et suite au soulèvement syrien, tout en gardant la mainmise sur la partie turque de cette confédération. Cette tentative aurait, semble-t-il, échoué « à cause » des Kurdes d'Irak...

Quelle(s) solution(s) ?

En réalité, la Turquie se trouve devant une situation qui semble insoluble. Un retour à la situation qui prévalait avant les printemps arabes est exclu. Les Kurdes syriens ont de facto pris une autonomie qu'ils ne sont pas prêts d'abandonner. Les risques de voir la Syrie se décomposer suite au choc de la guerre civile est sérieux. Plusieurs régions autonomes, voire Etats indépendants, pourraient voir le jour :

- Une Syrie résiduelle au centre à majorité sunnite
- Un « Territoire des Alaouites » et subsidiairement chrétien sur le modèle de celui qui exista sous le mandat français entre 1920 et 1936 et situé sur les bords de la Méditerranée
- Un Kurdistan syrien situé à la frontière de la Turquie et de l'Irak.

Il se pourrait que le Gouvernement de Recep Tayyip Erdogan (le Premier ministre turc) voie un deuxième Kurdistan autonomiste se créer à ses frontières, ce qui constituerait un énorme danger pour la stabilité de la Turquie, ou en tout cas ressenti comme tel.

Ankara pourrait reprendre les négociations, notamment par rapport à la création de la confédération kurde évoquée ci-dessus, mais les chances d'aboutir sont minimales après l'échec de cet été.³

En Turquie, la question kurde et la question des Alévis peuvent représenter des facteurs d'instabilité au point de vue géopolitique. Elles peuvent aussi engendrer des répercussions dans les communautés d'origines turques présentes en Belgique, dans lesquelles on retrouve

³D'autres tentatives d'Ankara pourraient être entreprises, comme la presse turque le mentionne récemment.

également les différentes appartenances ethniques, convictionnelles et/ou religieuses : « Turco-turcs », Kurdes, Sunnites, Alévis, etc.

Il nous semble que la solution la plus appropriée pour une stabilité durable en Turquie serait d'entamer au plus vite un dialogue constructif (donc respectueux) avec les diverses minorités ethniques et religieuses (n'oublions pas les minorités chrétiennes qui, malgré des répressions passées, sont encore présentes).

Par la Commission « Europe : cultures et élargissement »
de Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Novembre 2012